



**EUROFEDOP Seminar  
Implementation of good criteria of social dialogue  
in the public sector and public enterprises**

**24-26.09.2015  
Ljubljana (Slovenia)**

More than 100 participants from 22 countries were welcomed by Bert Van Caelenberg, Secretary General of Eurofedop, who opened the seminar, organised by Eurofedop in cooperation with EZA (European Centre of Workers' Questions) and its member organisation from Slovenia, SDZNS (Healthcare Trade Union of Slovenia).

At the opening ceremony, the floor was given to representatives of the Ministry of Labour and the Ministry of Health of Slovenia, experts from EU Institutions (European Commission, Eurofound), EZA, a university professor-researcher as well as representatives from the organising trade unions (Eurofedop and SDZNS).



The seminar was divided into three parts. At the end of each part, working groups were set up, during which the participants exchanged their views on the subject under investigation.



Part one was about the way in which social dialogue is organised and functions today in workplaces in practice. The participants moved with this aim from the meeting room to a workplace, namely the university hospital of Ljubljana, where SDZNS is actively involved in representing the interests of the healthcare workforce. It became clear that management and trade union regularly talk with each other and, so, that a kind of social dialogue exists and functions in the hospital. Nevertheless, whereas the management gave the impression that everything is running smoothly, the trade union firmly underlined that everything is not perfect. For example, it regularly happens that healthcare staff are not paid for the overtime they do.



Experiences of social dialogue from different countries in Europe were the subject of part two. The presentations given by trade union spokesmen showed that those experiences range from disappointing and in need for improvement (Croatia) to encouraging and successful (Switzerland). The members underlined that, in order for social dialogue to function well, some conditions have to be fulfilled. Mutual trust was recognised as one of the most important of those conditions. But trade unions also have to look into the mirror and do something themselves about the declining trade union membership and weakening interest in what trade unions do and stand for. In particular, young people should be convinced again to join the trade union movement. Better communication of trade union successes, even the smallest ones, was indicated as an important means to achieve that aim.

The question if social dialogue is a powerful tool was raised in part three. In general, the members answered affirmatively to this question. Social dialogue, if rightly implemented, can definitely bring about social changes and be beneficial for the economy and society. Social peace and stability were mentioned as important conditions for social dialogue. Social dialogue automatically leads to less confrontation. There is no alternative. Together, we have to aim in our national countries and at European level for bringing our views more in harmony with each other and deal with problems in the public as well as private sector, in solidarity.



In his closing speech, Fritz Neugebauer, President of Eurofedop, referred to the important role reserved for social partnership in the treaties of the European Union. He launched a call towards the members of Eurofedop, in spite of the different conditions those members have to work in in their national countries, for bringing their positions more closely to each other. We have to work hard for improving jobs in the public service. Trade unions should also not be blind to the problems experienced today by our society, such as the massive migration and refugees flows on the European continent. We have to show solidarity and play our role in dealing with this situation.

The President ended his speech by referring to the tools which trade unions have at their disposal such as the right to strike, which is a legitimate tool if there is no other way.





**EUROFEDOP Séminaire  
Bons critères de dialogue social et leur mise en œuvre  
dans le secteur public et les entreprises publiques**

**24-26.09.2015  
Ljubljana, Slovénie**

Plus de 100 participants de 22 pays ont été chaleureusement accueillis par Bert Van Caelenberg, secrétaire général d'Eurofedop, qui a déclaré ouvert le séminaire, mis sur pied par Eurofedop en coopération avec EZA (Centre européen pour les travailleurs) et l'organisation membre d'Eurofedop en Slovénie, le SDZNS (Syndicat des Soins de santé de la Slovénie).

Lors de la cérémonie d'ouverture, la parole a été donnée aux représentants du Ministère du Travail et du Ministère de la Santé de la Slovénie, aux experts des institutions de l'UE (Commission européenne, Eurofound), à EZA, à une professeur-chercheuse ainsi qu'aux représentants des syndicats organisateurs (Eurofedop et SDZNS).



Le séminaire était divisé en trois parties. À la fin de chaque partie, des groupes de travail ont été constitués, pendant lesquels les participants ont échangé des vues sur les sujets mis en débat.



La première partie était consacrée à la façon dont le dialogue social est organisé et fonctionne aujourd'hui en pratique, sur le lieu de travail. Les participants se sont déplacés à cet effet, de la salle de réunion à un lieu de travail concret, notamment l'hôpital universitaire de Ljubljana, où le SDZNS s'engage activement à la défense des intérêts des professionnels des soins de santé. L'on a compris que la direction et les syndicats se parlent régulièrement et, par conséquent, qu'une sorte de dialogue social existe et fonctionne dans l'hôpital. Mais, alors que le management a donné l'impression que tout marche bien, le syndicat a accentué que tout n'est pas parfait. Par exemple, il arrive régulièrement que le personnel des soins de santé ne reçoit pas de paiement pour les heures de travail supplémentaires qu'il réalise.



La deuxième partie était consacrée à des expériences de dialogue social partagées par des délégués de différents pays de l'Europe. Les porte-parole des syndicats ont fait des présentations qui ont montré que certaines de ces expériences sont décevantes et le changement s'impose (Croatie) et que d'autres sont encourageantes et des succès sont réalisés (Suisse). Les membres ont souligné que, pour que le dialogue social fonctionne bien, certaines conditions doivent être remplies. La confiance mutuelle était reconnue comme l'une des principales de ces conditions. Mais les syndicats doivent aussi se regarder dans le miroir et prendre eux-mêmes des initiatives pour se battre contre le recul de la syndicalisation et stimuler l'intérêt pour les syndicats et l'action syndicale. En particulier, les jeunes doivent à nouveau être convaincus de se joindre au mouvement syndical. Une meilleure communication des succès syndicaux, même des plus modestes, était indiquée comme moyen important d'atteindre cet objectif.

La question si le dialogue social est un instrument puissant a été posée dans la troisième partie. En général, les membres ont répondu positivement à cette question. Le dialogue social, s'il est mis en œuvre correctement, peut certainement provoquer des changements sociaux et bénéficier à l'économie et à la société. La paix sociale et la stabilité ont été indiquées comme conditions importantes pour que le dialogue social fonctionne bien. Le dialogue social crée automatiquement un environnement de confrontation diminuée. Il n'y a pas d'alternative. Ensemble, dans nos pays nationaux et au niveau européen, nous devons travailler pour rapprocher nos points de vue et nous occuper des problèmes qui se posent dans le secteur public mais aussi dans le secteur privé, en solidarité.



Dans son discours de clôture, Fritz Neugebauer, Président d'Eurofedop, a indiqué le rôle important qui est réservé au partenariat social dans les traités de l'Union européenne. Le Président a lancé un appel aux membres d'Eurofedop pour rapprocher leurs points de vue, même en dépit des différentes conditions dans lesquelles ces membres doivent travailler dans leurs pays nationaux. Nous devons travailler sans relâche pour améliorer l'emploi dans les services publics. Les syndicats ne doivent pas non plus être aveugles aux problèmes qui se posent aujourd'hui dans notre société, comme l'entrée en masse de migrants et de réfugiés sur le continent européen. Nous devons montrer de la solidarité et jouer notre rôle face à cette situation. Le Président a terminé son discours en renvoyant aux instruments que les syndicats ont à leur disposition comme le droit à la grève, qui est un instrument légitime lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen.